



PROJET DE GUIDE DE CERTIFICATION FORESTIERE EN AFRIQUE CENTRALE

PROPOSITION TECHNIQUE

Mai 2020

TABLE DES MATIÈRES

1	CONTEXTE ET ENJEUX DU PROJET	1
2	OBJECTIFS DU PROJET	3
2.1	Objectif principal	3
2.2	Autres objectifs	3
2.3	Destinataires de la boite à outil.....	3
3	METHODES ET PHASAGE DE L'ETUDE	5
3.1	Présentation de la boite à outils	5
3.1.1	Concepts clés.....	5
3.1.2	Éléments structurants de la boite à outil.....	5
3.1.3	Organisation de la boite à outil	7
3.1.4	Supports de présentation	7
3.2	Ressources et moyens de diffusion	8
3.2.1	Les moyens humains	8
3.2.2	Ressources bibliographiques	8
3.2.3	Moyens de diffusion et de communication	8
3.3	Fiche normalisée par thématique (document principal)	9
3.3.1	Contenu des fiches.....	9
3.3.2	Visuel de fiche.....	9
3.3.3	Phasage du travail.....	13
3.3.4	Principaux modules et fiches normalisées	13
3.4	Production des supports techniques normalisés (Document complémentaire)	20
3.4.1	Contenu des supports	20
3.4.2	Répartition des supports par fiche.....	21
3.5	Mise en ligne de la boite à outil	24
3.6	Réunions et livrables	25
3.6.1	Réunions de présentation	25
3.6.2	Réunions internes à l'équipe	25
3.6.3	Livrables.....	25
4	CALENDRIER ET PLAN D'INTERVENTION POUR L'ELABORATION DE LA BOITE A OUTIL	27

5	APPENDICES	29
5.1	Appendice 1 : Présentation du personnel et des ressources affectes à l'Action.....	29
5.1.1	<u>Présentation des experts mobilises sur contrat du consortium ECOCONSULT/OREADE BRECHE</u> [Conception de la boite à outils (fiches normalisées): Organisation, coordination et conception des modules et des fiches]	
5.1.2	Présentation des bureaux identifiés [pour la conception des supports techniques normalisés.....	32
5.1.3	<u>Répartition des tâches.....</u>	<u>34</u>
5.2	Appendice 2 : Draft de la FICHE pollution – biodiversité	37
5.3	Appendice 3 : Exemple d'un modèle de procédure	
5.4	Appendice 4 : Exemple d'illustrations.....	

1 CONTEXTE ET ENJEUX DU PROJET

Après un démarrage rapide et une croissance soutenue entre 2006 et 2010, la dynamique de la certification forestière Gestion Durable dans le bassin du Congo a fortement ralenti. Les entreprises volontaires ont obtenu et maintenu leur certificat mais peu d'entreprises nouvelles se sont lancées par la suite dans le processus. Les certificats dits « de légalité » (OLB, LS, TLV) ont connu une évolution similaire.

Plusieurs raisons peuvent expliquer ce phénomène, mais on retiendra principalement le manque de valorisation économique des produits certifiés sur le marché export, le coût et la complexité du mécanisme de certification avec l'émergence d'exigences nouvelles (cas de la mise en place des IFL par exemple), la peur du changement et la peur de s'exposer à une certaine pression médiatique via certaines ONGs internationales et l'idée assez généralisée au sein des entreprises qu'il valait mieux attendre de voir l'évolution du processus APV FLEGT et du RBUE plutôt que se lancer dans la certification de légalité.

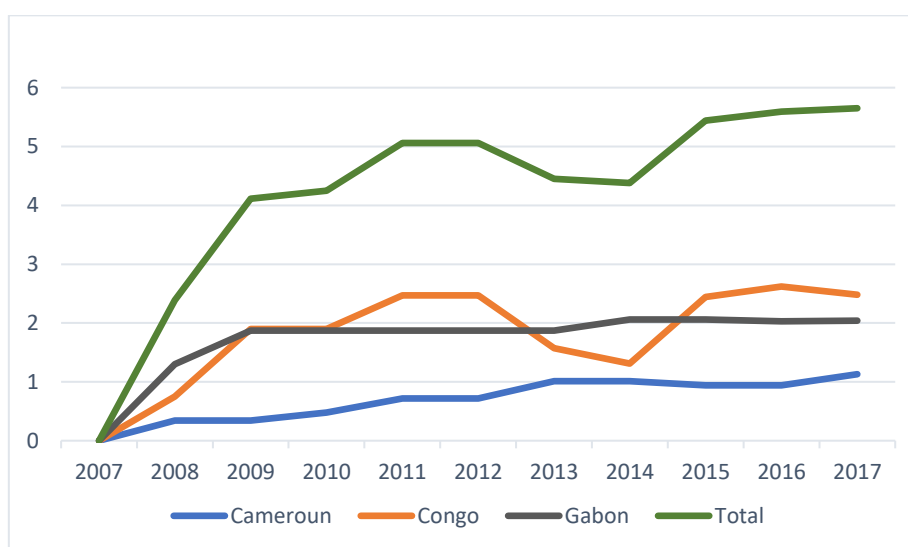


Figure 1 : Evolution des surfaces FSC depuis 2007

Type de certificat	Nombre	Surface en ha
FSC	9	4 493 629
PAFC	1	596 822
Légalité OLB	13	3 542 424
Légalité LS	2	1 975 454
Légalité TLV	2	431 528

Source : Donnée ATIBT, juin 2019.

Aujourd'hui, constatant le peu de progrès des APV Flegt et néanmoins l'exigence des marchés pour un bois tracé et exploité suivant des normes légales, certains Etats de la sous-région réfléchissent, voire ont déjà décidé d'imposer aux entreprises, la certification vérifiée tierce partie, alors qu'elle est

conçue comme une démarche fondamentalement volontaire et commerciale. C'est très clairement le cas au Gabon où le président Ali BONGO a déclaré en septembre 2018, que la certification FSC sera une obligation en 2022. Au Congo, différentes versions du code forestier intègrent une certification obligatoire, tandis que le MINFOF au Cameroun et l'UE sont sur le point de lier l'appui budgétaire de l'aide communautaire à l'obtention de certificats de légalité vérifiés tierce partie, permettant à l'Administration de délivrer des certificats de légalité APV-Flegt.

Par ailleurs, les autorités chinoises ont annoncé récemment, leurs volontés de mettre fin au commerce des bois illégaux.

De fait, de très nombreuses entreprises commencent (ou recommencent), parfois probablement sous contrainte, à s'intéresser à la certification. Actuellement, dans le cadre de la composante « coaching » du PPECF, 25 entreprises représentant 8 millions d'hectares sont inscrites et 15 entreprises représentant 6,5 millions d'hectares ont été diagnostiquées. Elles sont ou seront donc en grande partie, à très court terme engagées de façon opérationnelle dans le processus de certification.

Dans ce contexte qui reste encore largement évolutif, les besoins des entreprises en termes d'informations, d'explications, de formations et d'outils opérationnels sont énormes. En effet, les entreprises non certifiées ou celles qui sont en cours de processus ont généralement une vision très lacunaire du fonctionnement des systèmes de certifications, du niveau d'exigence réglementaire et technique, des outils et procédures à mettre en œuvre, des besoins en compétence, formation et ressources humaines et des nécessaires mutations dans l'organisation et la culture d'entreprise. La barrière de la langue est évidemment un facteur impactant additionnel pour les entreprises à capitaux asiatiques, très présentes, dans le bassin du Congo.

C'est pour répondre à ces besoins essentiels et urgents de transmission d'informations et de capitalisation des activités de coaching PPECF que la requête « boite à outil certification PPECF » est ci-dessous présentée.

Rappelons, par ailleurs, que cette boîte à outils était un point important de la soumission du groupement Eco Consult-Oréade Brèche, suite à l'appel d'offres lancé par la KfW, pour la phase II du PPECF.

2 OBJECTIFS DU PROJET

2.1 OBJECTIF PRINCIPAL

L'objectif principal du projet est de construire une « boîte à outil PPECF pour la certification dans le bassin du Congo », considérée comme une des références et permettant aux entreprises engagées vers une certification : (i) **d'obtenir des éléments informatifs, explicatifs** permettant d'augmenter significativement le niveau de compréhension et d'appropriation de la certification par les entreprises et (ii) de **disposer d'outils très opérationnels et très pratiques** permettant de faciliter la mise en œuvre des différentes étapes et plans d'action nécessaire au processus de certification. Ainsi, l'objectif de la boîte à outils PPECF est de **permettre à des entreprises voulant se certifier par leurs propres moyens de pouvoir le faire de façon plus autonome**, même si un appui technique extérieur par des bureaux d'études expérimentées ou des consultants spécialisés en certification reste un facteur facilitant, bien que coûteux.

2.2 AUTRES OBJECTIFS

De façon plus indirecte, un autre objectif de la boîte à outil PPECF est qu'elle permette aux entreprises de disposer d'un moyen d'auto-évaluation de leur niveau général par rapport aux exigences de la certification et **d'identifier les lacunes en termes d'outils, de procédures, de bases de données de gestion** (ex : gestion des fichiers du personnels, gestion des stocks EPI...). La boîte à outil permettra également, aux entreprises **d'évaluer les changements à mettre en œuvre dans l'organisation des ressources humaines** (cellule certification, organisation du dialogue social, comité HSE...) et d'y trouver des conseils et des modes opératoires d'amélioration.

Par ailleurs, la boîte à outils accessible aux parties prenantes de la gestion forestière, agira certainement en modérateur de conflits, car elle pourra servir de référence arbitrale en cas de litige où très souvent, le manque d'informations voire des a priori erronés sont à leur origine.

2.3 DESTINATAIRES DE LA BOITE A OUTIL

La « boîte à outil certification PPECF » s'adressera en priorité :

- aux chefs d'entreprises et aux principaux cadres des entreprises d'exploitation forestière, concessionnaires non certifiés ou en cours de processus de certification (qu'il soit via l'accompagnement PPECF ou pas) pour évaluer leur niveau et les actions qui restent à mettre en place avant d'être certifiés ;
- les responsables certification des entreprises et les cadres en charge des principaux postes clé (responsable faune, responsable social, HSE, responsable contrôle-monitoring) qui disposeront d'outils pratiques permettant de mettre en œuvre ou d'améliorer leurs pratiques ;
- les cadres techniques et agents de maîtrise (responsable atelier ; responsable de chantier ; responsable route, etc.).

De façon plus indirecte, la boîte à outils pourra intéresser :

- les Parties prenantes de la gestion forestière : ONGs locales, nationales et internationales sur les thématiques environnementales et sociales, les représentants des populations riveraines et autochtones, les administrations forestières et environnementales de la sous-région, etc. ;
- les organismes de certification qui verront dans la boîte à outils la traduction très opérationnelle des exigences de la certification (notion de vérificateur) ;
- les autres acteurs : bailleurs de fonds (UE, AFD, KFW, BM...) et les partenaires du développement ;

- Les acheteurs de bois, négociant, importateurs, les prescripteurs techniques-architectes, les consommateurs, etc.

3 METHODES ET PHASAGE DE L'ETUDE

3.1 PRESENTATION DE LA BOITE A OUTILS

3.1.1 Concepts clés

La boite à outil proposée repose sur un certain nombre de concepts clés :

- le rendu final sera utile, pragmatique, opérationnel, concret, vivant et adapté aux différents niveaux de certification ;
- sa conception et sa présentation sera soignée et didactique avec la fois un support papier et support numérique permettant des recherches par « mot clé » à l'aide d'un moteur de recherche de nouvelle génération ;
- il concernera tous les systèmes de certification sans exception, disponibles dans le bassin du Congo, à savoir :
 - ✓ pour les certificats de légalité : LS de Nepcon, TLV de Control Union, OLB de Bureau Veritas ;
 - ✓ pour les certificats de gestion durable : PAFC Gabon et PAFC bassin du Congo et FSC.

L'organisation de la boite à outil sera constituée de différents modules en fonction des grandes thématiques de la certification (approche système, composante social interne, social externe, aménagement-exploitation, biodiversité, environnement, etc.). Chaque module ou grand thème fera l'objet d'une fiche normalisée avec des compléments en Appendices. Cette approche par « module et fiche » sera plus facilement consultable et utilisable par les entreprises qui pourront directement aller « piocher » l'information dans les différents compartiments de la boite à outils. Elle est également cohérente avec l'organisation des différents standards de certification qui ont tous des approches par grands principes. Elle offrira enfin une certaine souplesse permettant la maintenance de la boite à outils. Elle permettra également au porteur de « projet de certification » de pouvoir confier la réalisation de certains modules ou tâches à des partenaires ou bureau d'étude associés.

Afin d'améliorer l'appropriation de la boite à outil par les entreprises intéressées, chaque module sera illustré par une série de supports technique normalisés destinés illustrer les fiches et/ou à proposer des exemples qui seront les plus opérationnels possibles.

3.1.2 Eléments structurants de la boite à outil

Le schéma ci-après présente les principaux éléments structurants de la boite à outil.

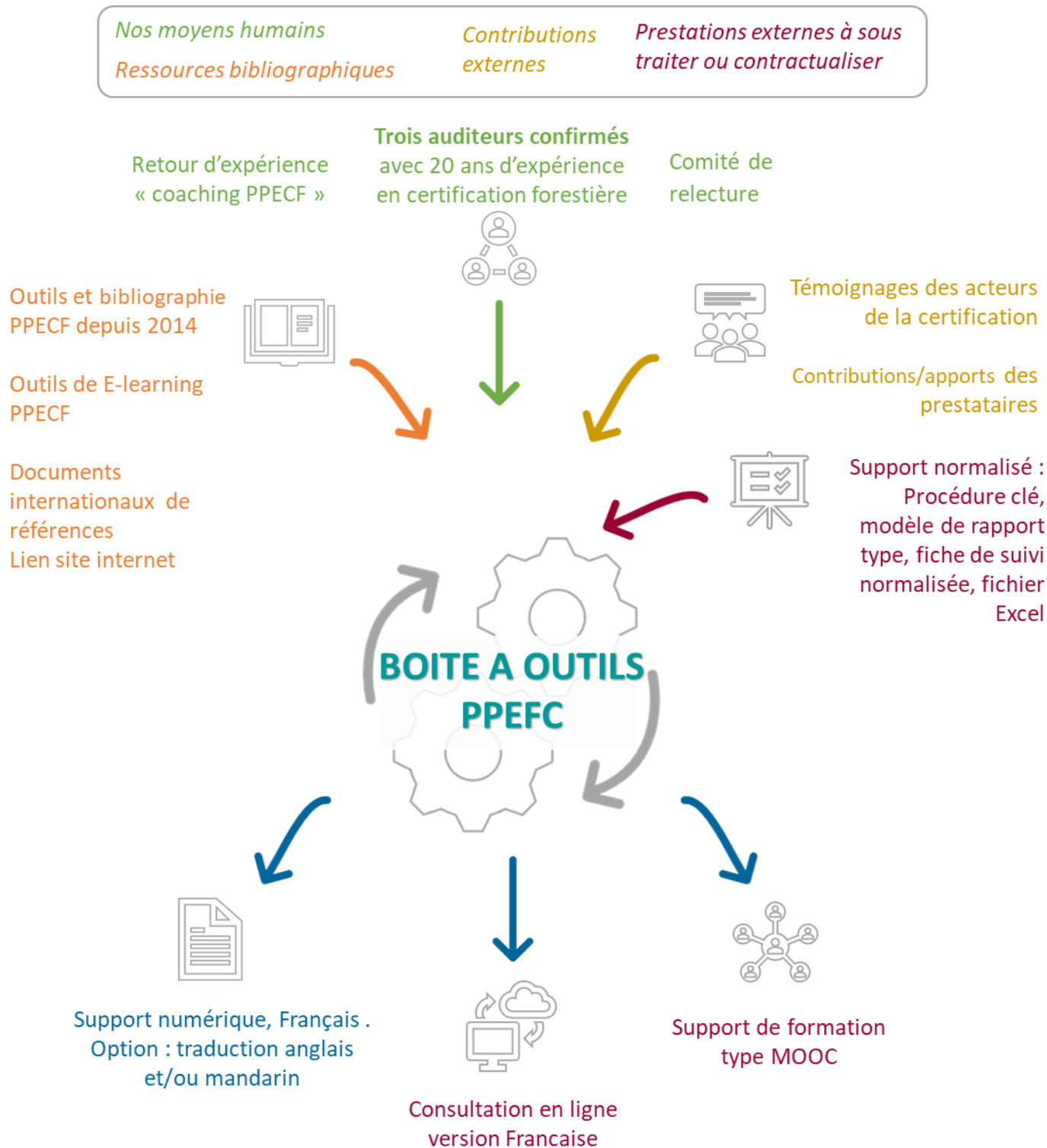


Figure 2 : Eléments constitutifs de la boite à outils

3.1.3 Organisation de la boite à outil

La boite à outil sera organisée autour de deux types de documents :

1 - Les fiches normalisées, organisées autour de 5 chapitres :

- Avant-propos/préambule
- Environnement et objectifs de la boite à outil
 - ✓ Situation de la certification dans le bassin du Congo, données statistiques
 - ✓ Les différents certificats
 - ✓ Les principaux acteurs
 - ✓ Objectifs et portée de la boite à outils
- La certification forestière
 - ✓ Concepts
 - ✓ Principes
 - ✓ Principales définitions
- Eléments méthodologiques ayant permis l'élaboration de la boite à outil
- Modules (10) et fiches normalisés (45 à 50 fiches)

Les détails relatifs à l'élaboration des modules et des fiches normalisées sont reportés au § 3.3. Cette prestation mobilise pour la quasi-totalité, le pool de missions court terme, au contrat entre le groupement Eco-Consult Oréade Brèche et la KFW et cette non objection est intégrée dans la présente DNO.

2 - Les supports techniques (Appendices au fiches) présentant des exemples de supports normalisés complémentaires aux fiches tels que : organigramme, fiches de poste, procédures, instruction de travail, feuille Excel, rapport, fiche de contrôle, note explicative, illustrations, dessins, etc.

Les documents qui sont considérés dans ces supports techniques sont décrits, à but illustratif et exemplatif, au § 3.4. Cette prestation fait également l'objet d'une demande d'avis de non-objection intégrée dans la présente DNO, dont le financement sera imputé au Fonds de Développement.

3.1.4 Supports de présentation

La boite à outil sera présentée en français sous une forme :

- PDF (livrable sur clé USB)

- web, permettant une consultation aisée pour toutes personnes intéressées de la filière forêts bois, sous format numérique exploitable par un moteur de recherche de nouvelle génération, implanté sur un site web de référence, par exemple le site Web de la COMIFAC. A noter que cette prestation additionnelle sera externalisée sur la base de termes de références rédigés par les consultants.

A noter que le choix de cet hébergement, n'est pas une urgence puisque le PPECF III permettra à la CgP, de gérer la boîte à outils jusqu'au moins 2024, où, elle sera mise en ligne sur son site web.

Une fois finalisée, la boite à outil pourra servir également de base pour une présentation sous forme de MOOC (massive open online course). Un MOOC est une formation en ligne ouverte à tout type de capable d'accueillir toutes les personnes susceptibles d'être intéressées. Dans le cas précis, il s'agira de définir au cours de l'élaboration de la boite à outil quels modules pourraient faire utilement l'objet d'un MOOC. Les consultants prévoient, le cas échéant, de rédiger les TDR des modules qui pourraient faire l'objet d'une prestation séparée.

3.2 RESSOURCES ET MOYENS DE DIFFUSION

3.2.1 Les moyens humains

Les recommandations préconisées et les outils proposés seront construits à partir de l'expérience de 20 années d'audit et du retour d'expérience des 15 diagnostics préalables au coaching réalisés depuis fin janvier 2018 dans les différents pays du bassin du Congo qui permettent aujourd'hui aux **experts PPECF** de parfaitement connaître les besoins des entreprises.

La boîte à outils fera également appel à des contributions de **prestataires externes** hautement qualifiés dans leur domaine respectif, afin de notamment établir les supports normalisés destinés à illustrer les différents modules : procédures, notices, photos, schémas, etc.

Une présentation des profils des experts PPECF en charge de la rédaction des fiches normalisées ainsi que des prestataires identifiés pour les appuyer est reportée en Appendice 2.

Sur des sujets particulièrement sensibles ou récurrents, la boîte à outil fera également appel aux **témoignages de certains acteurs clés** de la certification dans le bassin du Congo : entreprises certifiées, auditeurs, ONG, etc. qui en quelques lignes seront invité à faire ressortir des conseils clés à destination des entreprises candidates à la certification.

Un **comité technique** (ou de relecture) sera constitué avec des experts reconnus dans leur discipline pour qu'ils puissent apporter leur contribution à l'élaboration des fiches et à la validation finale des différents modules. En première intention, la composition de ce comité pourrait être la suivante :

- 2 représentants de sociétés certifiées ou en cours de certification ;
- 2 représentants de bureaux d'études impliqués dans le processus de certification ;
- 2 représentants d'organisme de certification (ex : NEPCON et BV Douala) ;
- 2 ou 3 lead auditeurs ;
- 1 sociologue ;
- 1 écologue (exemple : Nature +) ;
- 1 représentant d'une ONG internationale impliquée dans le processus (exemple WWF Gabon).

3.2.2 Ressources bibliographiques

Les référentiels, les différents **guides techniques d'interprétation** des différents schémas de certification et les outils d'**e-learning** de PPECF seront valorisés.

Un travail important sera également réalisé dans la **banque de données PPECF** (phase I et II) pour extraire tout type de document, rapport ou outils qui ont été produits et qui pourraient utilement être revalorisés dans le cadre de la boîte à outils PPECF certification.

3.2.3 Moyens de diffusion et de communication

La communication autour de la boîte à outil et sa diffusion seront assurés au travers de quatre vecteurs :

- **l'organisation de deux ateliers** au Gabon et au Congo au cours desquels la boîte à outil sera présentée, expliquée et diffusée sous forme de clés USB ;
- **la traduction de la boîte à outil en anglais et en mandarin** (proposition optionnelle) ;
- **une présentation web**, permettant une consultation aisée pour toutes personnes intéressées de la filière forêts bois, sous format numérique exploitable par un moteur de recherche de nouvelle génération, implanté sur un site web de référence ;

- **la préparation d'une formation MOOC.** Cette prestation s'articulera autour de 4 modules clés qui seront illustrés au travers des différents contenus de la boîte à outils éventuellement complétés par des films ou animations. Cette prestation ne pourra être réalisée qu'une fois l'ensemble des outils disponible, elle n'est pas incluse dans la présent proposition.

3.3 FICHE NORMALISEE PAR THEMATIQUE

Cette prestation fait l'objet d'une demande d'ANO dans le cadre du contrat qui lie le groupement Eco Consult Oréade Brèche et la KFW.

3.3.1 Contenu des fiches

La fiche normalisée reprendra de façon structurée :

- les objectifs / enjeu / contexte / facteur de risque ;
- le rappel des exigences des différents standards de certifications (en reprenant mot à mot le texte de l'indicateur concerné) ;
- le niveau de certification LEGALITE/GESTION DURABLE ;
- le niveau de priorité coté 1/2/3 ;
- les points de vigilance lors des audits, c'est-à-dire « ce qu'attente – ce que veulent voir les auditeurs ». Selon une logique d'approche par vérification ;
- des propositions d'outils (procédures dédié, liste, document modèle, Fichier Excel, modèle de directive de travail, etc.) ;
- des photos commentées présentant « le bon et le pas bon » ;
- dessins techniques, etc.;
- selon les disponibilités, des vidéos commentées (en fonction des partenariats à venir) ;
- des références documentaires de bases (référence document disponible + doc disponible en Appendice, lien site Internet).

3.3.2 Visuel de fiche

Un visuel de la structure de la fiche est présenté ci-après. Il pourra évoluer au moment du lancement de l'étude.



NIVEAU DE CERTIFICATION

Indication du niveau de certification ...



LE NIVEAU DE PRIORITE 1/2/3

Indication du niveau de priorité concernant ...

1. NOM DU MODULE

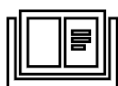
1.2 NOM DE LA FICHE

COMPREHENSION DU CONTEXTE



LES OBJECTIFS / ENJEU / FACTEUR DE RISQUE

Paragraphe introductif permettant de comprendre l'intérêt sur différents plans...



RAPPEL DES EXIGENCES DES DIFFERENTS STANDARDS DE CERTIFICATION

Paragraphe des exigences des différents standards de certifications en reprenant mot à mot le texte de l'indicateur concerné.



POINTS DE VIGILANCE LORS DES AUDITS

Les points de vigilance lors des audits, c'est-à-dire « ce qu'attende – ce que veulent voir les auditeurs ». C'est la logique de l'approche des vérificateurs.



PROPOSITION D'OUTILS

Des propositions d'outils (procédures dédié, liste, document modèle, Fichier Excel, modèle de directive de travail...)



NIVEAU DE CERTIFICATION

Indication du niveau de certification ...



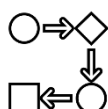
LE NIVEAU DE PRIORITE 1/2/3

Indication du niveau de priorité concernant ...



EXEMPLES DE VERIFICATION

Des photos commentées présentant « le bon et le pas bon »



DESSINS TECHNIQUES

...



TEMOIGNAGES DES PERSONNES RESSOURCES

Collecte de témoignages auprès des personnes ressources permettant d'illustrer les exemples.



VIDEOS

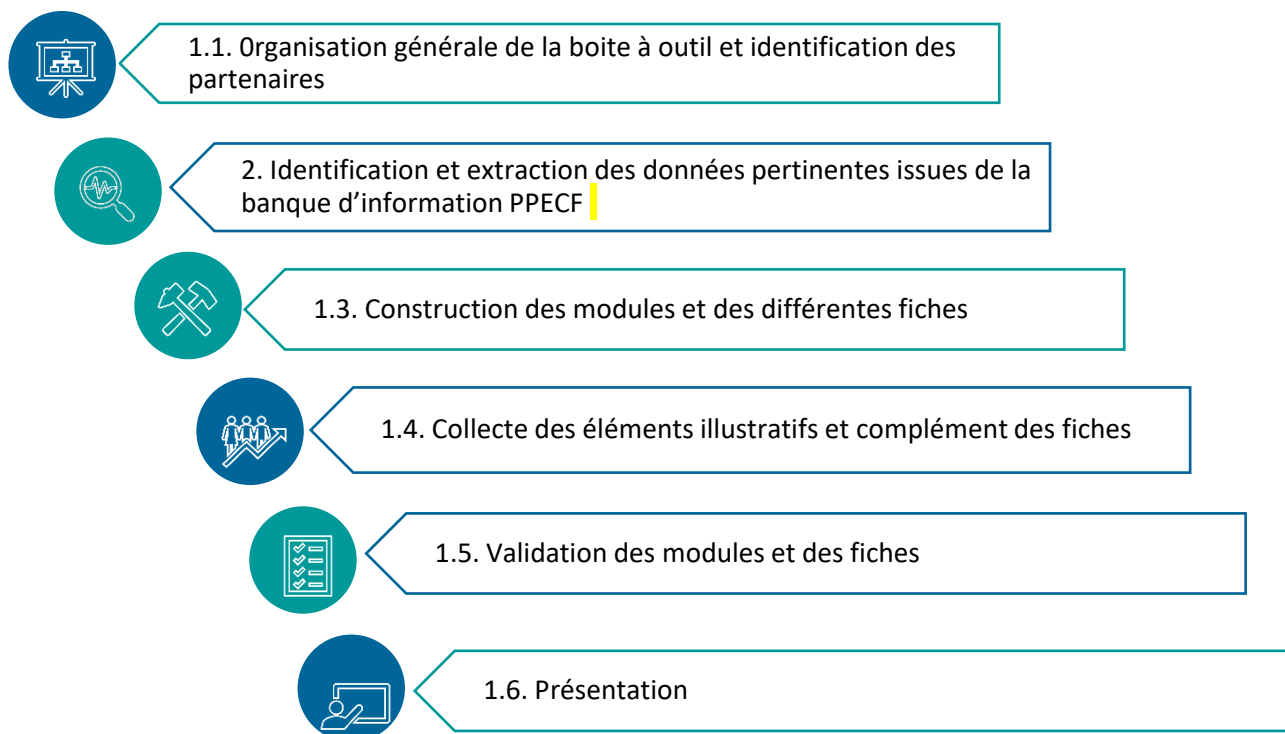
Proposition des vidéos commentées (en fonction des partenariats /disponibilités des outils)



REFERENCES DOCUMENTAIRES

Des références documentaires de bases (référence document disponible + doc disponible en APPENDICE, lien site Internet)

3.3.3 Phasage du travail



3.3.4 Principaux modules et fiches normalisées

La présentation ci-après des modules est fondée sur une liste relativement développée des fiches présentes mais ne prétend pas à l'exhaustivité et pourra être modifiée en fonction des besoins.

MODULE 1. SYSTEME DE CERTIFICATION

Fiche 1.1. Manuel de procédure : élément de méthode

- 1.1.1. La méthode de rédaction d'une procédure
- 1.1.2. La gestion des procédures

Fiche 1.2. Manuel de procédure : éléments pratiques

- 1.2.1. Le modèle de procédure
- 1.2.2. La liste des procédures obligatoire/recommandée
- 1.2.3. Procédures cadre rédigées ¹

Fiche 1.3. La cellule certification et les métiers de la certification

- 1.3.1. Organigramme / positionnement
- 1.3.2. Légitimité et reconnaissance

¹ Ces procédures seront proposées dans le cadre de la Mallette pédagogique pour l'autoformation des entreprises forestières aux métiers de la certification. TERA/GFC

- 1.3.3. Les moyens dédiés minimum
- 1.3.4. Les fonctions (lien avec fiche suivante) : Responsables QHSE, social, faune, monitoring / contrôle qualité

Fiche 1.4. La gestion documentaire

- 1.4.1. Exigences en matière de documentation/formalisation/preuves
- 1.4.2. La procédure de gestion documentaire et de veille légale
- 1.4.3. Le classement et la conservation des données
- 1.4.4. Les solutions logiciel existantes

Fiche 1.5. La veille légale

- 1.5.1. Liste des textes internationaux et grandes conventions
- 1.5.2. Liste des documents de légalité
- 1.5.3. Les acteurs pouvant appuyer la veille légale (syndicats, administration...)
- 1.5.4. La procédure de veille légale

Fiche 1.6. La formation

- 1.6.1. Le plan de formation : planification et suivi
- 1.6.2. Les principales formations nécessaires à la certification
- 1.6.3. L'offre de formation dans le bassin du Congo (les intervenants et formateurs)
- 1.6.4. Les outils d'E-learning de PPECF

Fiche 1.7. Les outils SIG et GPS

- 1.7.1. Fonction et intérêt aux différentes étapes de l'exploitation (en lien avec fiche EFIR)
- 1.7.2. Les moyens à mettre en œuvre : Référence outils, logiciels, service cartographie, formation du personnel
- 1.7.3. La complémentarité de l'outil GPS

Fiche 1.8. L'entreprise certifiée et son environnement extérieur

- 1.8.1. La notion de partie prenante et la recherche de concertation/ validation
- 1.8.2. Les outils de de communication/information
- 1.8.3. Les documents publics

Fiche 1.9. Le déroulement de l'audit

- 1.9.1. Relation avec les OC
- 1.9.2. La préparation à l'audit
- 1.9.3. Comportement et attitude durant l'audit
- 1.9.4. La méthode de travail des auditeurs (programme, méthode, besoin...)
- 1.9.5. La gestion des non-conformités au sein de l'entreprise

Fiche 1.10. La certification au sein de l'entreprise

- 1.10.1. La certification au sein de l'entreprise : l'acceptation du changement
- 1.10.2. Certification et culture d'entreprise, outils de management
- 1.10.3. Cout et bénéfice de la certification, éléments de discussion

Fiche 1.11. La certification, concepts et définitions

- 1.11.1. Le périmètre de certification (géographique-activité-produit)
- 1.11.2. La certification de groupe – la certification multi site

Fiche 1.12. Les activités pouvant prêter à controverse

- 1.12.1. Dans le champ du certificat
- 1.12.2. Hors champs du certificat

MODULE 2. SOCIAL EXTERNE

Fiche 2.1. Les relations avec les communautés riveraines et peuples autochtones

- 2.1.1. Les outils de dialogue et de concertation mis en place avec les administrations
- 2.1.2. Le concept du CLIP
- 2.1.3. La cartographie participative
- 2.1.4. La gestion des plaintes

Fiche 2.2. La prévention des impacts de l'exploitation forestière et la résolution des conflits

- 2.2.1. Les impacts de l'exploitation forestière et les risques
- 2.2.2. Le rôle de l'inventaire, l'identification des sites sacrés, des PFNL
- 2.2.3. La gestion des fronts agricoles et des dégâts aux cultures

Fiche 2.3. L'élaboration des cartes participatives

- 2.3.1. Les besoins de cartographie participative
- 2.3.2. Définition et méthode d'élaboration
- 2.3.3. Exemple concret de cartographie participative

Fiche 2.4. Plan de gestion social

- 2.4.1. Définition et concept de Plan de gestion social (exigence PAFC BC)
- 2.4.2. Exemple commenté de PGS (Modèle / fichier Excel)

Fiche 2.5. Communication et concertation avec les populations autochtones, le CLIP

- 2.5.1. Définition du CLIP, sa position dans les textes réglementaires
- 2.5.2. Mode de matérialisation du CLIP

MODULE 3. CONDITION DE VIE DES TRAVAILLEURS et DES AYANTS DROITS

Fiche 3.1. Les bases vies : Planification/conception

- 3.1.1. Les exigences de l'OIT et de la certification
- 3.1.2. Les différents types de camps (base vie, camp forêt, camp prospection)
- 3.1.3. L'organisation d'une base vie (plan de masse avec le déploiement des éléments de base) – Modèle de case.
- 3.1.4. Phasage

Fiche 3.2. Les bases vies : Exécution

- 3.2.1. L'assainissement des camps : eaux pluviales et eaux usées
- 3.2.2. Les accès à l'eau (en lien avec 3.4)
- 3.2.3. L'électrification
- 3.2.4. Les latrines et les douches

Fiche 3.3. Les bases vies : fonctionnement

- 3.3.1. Définition des ayants droits, gestion des camps
- 3.3.2. Le rôle du chef de camp
- 3.3.3. Gestion des doléances
- 3.3.4. Entretien/maintenance

Fiche 3.4. L'accès à l'eau potable et domestique

- 3.4.1. Potabilité de l'eau, test et valeur
- 3.4.2. Les solutions de traitement possible.

- 3.4.3. L'utilisation de l'eau de pluie
- 3.4.4. La gestion de la distribution et des fontaines à eau (procédure de suivi, entretien, gestion des écoulements)

Fiche 3.5. La gestion de l'économat

- 3.5.1. Définition et justification de l'économat, condition d'accès
- 3.5.2. Type de produit et prix
- 3.5.3. Mode de fonctionnement approvisionnement, gestion de la chaîne du froid, électrification,
- 3.5.4. Mécanisme de paiement et gestion des dettes.

Fiche 3.6. La gestion des déchets ménagers

- 3.6.1. Type de déchet,
- 3.6.2. Collecte et traitement, sécurisation des décharges

Fiche 3.7. L'accès au soin des travailleurs et des ayants droits

- 3.7.1. Organisation de la santé dans les bases vie
- 3.7.2. Gestion des stocks de médicament
- 3.7.3. Outils de suivi – gestion des dossiers médicaux
- 3.7.4. Relation avec la médecine d'Etat
- 3.7.5. VIH et IST

MODULE 4. DROITS DES TRAVAILLEURS

Fiche 4.1. Le dialogue social : DD, CHSST, cahier de doléances, etc...

- 4.1.1. Les élections DP et le travail avec la direction de l'entreprise
- 4.1.2. Le cahier de doléance, la gestion des plaintes
- 4.1.3. La question du genre
- 4.1.4. Le fonctionnement du CHSCT
- 4.1.5. Cohérence plan de formation et besoins opérationnels

Fiche 4.2. La gestion du personnel et des dossiers

- 4.2.1. La tenue du dossier du personnel : pièces nécessaires aux dossiers, mise à jour, etc.
- 4.2.2. Les outils de suivi

Fiche 4.3. La sous traitance

- 4.3.1. Le risque de la sous-traitance en certification
- 4.3.2. Revue administrative des sous-traitants : contrats, pièces légales, contraintes E&S
- 4.3.3. Suivi /information/sanctions

MODULE 5. SANTE SECURITE AU TRAVAIL

Fiche 5.1. Les contrôles HSE en entreprises

- 5.1.1. Les différents types de contrôle et fiches de suivi
- 5.1.2. Le comportement et l'attitude du HSE au sein de l'entreprise (capacité d'observation et d'innovation, légitimité, contrôle)

Fiche 5.2. La gestion des EPI

- 5.2.1. L'étude de risque et la notion d'EPI adapté par poste
- 5.2.2. Les EPI minimum (tableau des EPI / poste)

- 5.2.3. Gestion des dotations, des stocks, de la conformité des EPI
- 5.2.4. Les outils de sensibilisation/sanction. Le rôle des cadres

Fiche 5.3. La gestion et le suivi des AT

- 5.3.1. Typologie des AT
- 5.3.2. Méthode de suivi statistique, type d'analyse ponctuelle et périodique (fréquence, nombre, moyenne...)
- 5.3.3. Le traitement des AT en CHSST
- 5.3.4. Exemple d'outils (modèle, Fichier Excel)

Fiche 5.4. La sécurité en forêt

- 5.4.1. Les procédures d'urgences en forêt, moyens d'intervention et comportement
- 5.4.2. Les formations 1^{er} secours
- 5.4.3. Les besoins de communication et d'alerte

Fiche 5.5. La sécurité sur la base technique et site industriel

- 5.5.1. La gestion du risque incendie dans les usines (gestion extincteur, plan évacuation, simulation exercice)
- 5.5.2. La circulation des engins
- 5.5.3. Les personnes étrangères au service

Fiche 5.6. La sécurité sur les voies d'accès et les parcs de rupture

- 5.6.1. La sécurité sur piste : conception, équipement
- 5.6.2. Le comportement des usagers
- 5.6.3. Les outils de signalisation
- 5.6.4. Le convoyage des grumiers

MODULE 6. AMENAGEMENT/EXPLOITATION FORESTIERE

Fiche 6.1. L'aménagement dans la certification

- 6.1.1. La qualité du PA et l'appropriation par l'entreprise
- 6.1.2. Le respect des points fondamentaux (succession des AAC, respect des limites, respect volumes des PAO, respect des essences, respect du DMA/DME)
- 6.1.3. L'importance de la prospection et de l'inventaire d'exploitation

Fiche 6.2. Les composantes environnementales et sociales du plan d'aménagement

- 6.2.1. L'étude et les mesures sociales
- 6.2.2. Les mesures environnementales

Fiche 6.3. La gestion des cas particuliers

- 6.3.1. Les superpositions des permis
- 6.3.2. Les conflits « extérieurs » aux activités de l'entreprise

MODULE 7. EXPLOITATION FORET

Fiche 7.1. L'organisation d'un chantier forestier

- 7.1.1. Les postes clé (cadre et agent de maîtrise), rôle et moyens
- 7.1.2. La succession logique des différentes tâches
- 7.1.3. Les avances : route, abattage, débardage

Fiche 7.2. L'exploitation EFIR : le triage

- 7.2.1. Le rôle du triage (préparation du chantier, analyse qualité...)
- 7.2.2. Exemples concrets de méthodes de triages (piquet bois, panneau plaquette...)

Fiche 7.3. L'exploitation EFIR : l'abattage sécurisé

- 7.3.1. Eléments de planification
- 7.3.2. Rappel des techniques de base
- 7.3.3. Le cas des « bois d'eau »
- 7.3.4. Les documents de référence
- 7.3.5. Les formations disponibles (référence et lien avec formation PPECF)

Fiche 7.4. L'exploitation EFIR : le débardage

- 7.4.1. Eléments de planification
- 7.4.2. Rappel des techniques de base
- 7.4.3. Les documents de référence
- 7.4.4. Les formations disponibles (référence et lien avec formation PPECF)

Fiche 7.5. L'exploitation EFIR : Construction pont et digue

- 7.5.1. Eléments de planification
- 7.5.2. Rappel des techniques de base
- 7.5.3. Les documents de référence
- 7.5.4. Les formations disponibles (référence et lien avec formation PPECF)

Fiche 7.6. L'exploitation EFIR : Construction des routes et des pistes

- 7.6.1. Eléments de planification
- 7.6.2. Rappel des techniques de base
- 7.6.3. Le cas des routes proches des cours d'eau
- 7.6.4. Les documents de référence
- 7.6.5. Les formations disponibles (référence et lien avec formation PPECF)

Fiche 7.7. L'exploitation EFIR : Gestion de la carrière de latérite

- 7.7.1. Eléments de planification
- 7.7.2. Rappel des techniques de base
- 7.7.3. Les documents de référence
- 7.7.4. Les formations disponibles (référence et lien avec formation PPECF)

MODULE 8. ENVIRONNEMENT ET BIODIVERSITE

Fiche 8.1. L'étude d'impact environnementale et sociale (EIES) et le PGE

- 8.1.1. Les obligations légales
- 8.1.2. Les contenus d'une EIES : les pièges à éviter
- 8.1.3. L'importance du Plan de gestion environnemental (PGE)
- 8.1.4. Prise en compte du PGES dans l'aménagement
- 8.1.5. L'offre de service disponible dans le bassin du Congo

Fiche 8.2. La biodiversité et le FHVC

- 8.2.1. Inventaires des espèces/habitats
- 8.2.2. Prise en compte des espèces protégées et de la biodiversité dans les plans d'aménagement. Les séries de conservation
- 8.2.3. Les outils d'inventaire disponibles et à venir (cf. doc PPECF)
- 8.2.4. Rappel des concepts et définition spécifique

8.2.5. L'étude FHVC (contenu, offre de BE labelisés...)

8.2.6. Le cas particulier des IFL

Fiche 8.3. Le traitement chimique des grumes

8.3.1. Les obligations et règle internationale

8.3.2. Les produits utilisables selon FSC

8.3.3. Les règles d'application

8.3.4. Le poste traitement : EPI, local, suivi médical spécifique

Fiche 8.4. Ateliers mécaniques : gestion des hydrocarbures

8.4.1. Installation, sécurité des citernes

8.4.2. La station gasoil

8.4.3. Stockage des produits hydrocarbures

8.4.4. Fonctionnement d'un débourbeur/décanteur et stratégie d'installation et de suivi

Fiche 8.5. Ateliers mécaniques : autres activités sensibles

8.5.1. La station de lavage

8.5.2. L'atelier gonflage

8.5.3. L'atelier soudage

8.5.4. La gestion des effluents et le rôle des caniveaux périphériques

Fiche 8.6. La gestion générale des déchets (stockage, traitement, évacuation)

8.6.1. L'identification et la typologie des déchets

8.6.2. L'organisation rationnelle et rigoureuse des parcs à déchets

8.6.3. Ce qu'il est possible de faire, ce qui est acceptable (brulage stockage, enfouissements, etc.)

8.6.4. La procédure de suivi/gestion

Fiche 8.7. Cas des principaux déchets industriels

8.7.1. Les ferrailles

8.7.2. Les huiles usagées et les filtres

8.7.3. Les batteries

8.7.4. Les produits chimiques

8.7.5. Les pneumatiques

Fiche 8.8. Les pollutions en forêt, sur les bases techniques et sites industriels

8.8.1. Risques et cas concrets

8.8.2. Les tanks et les citernes gasoils roulants

8.8.3. Les véhicules mécaniques sur chantier

8.8.4. Procédure d'urgence en cas de pollution

Un exemple de cette fiche qui ne porte que sur les pollutions forêt est reporté en [Appendice 1](#).

Fiche 8.9. Certification et concept innovant (services écosystémiques, carbone, etc.)

8.9.1. Définition et concept – les perspectives pour les entreprises certifiées / modèle économique

8.9.2. L'approche de la certification des services écosystème du FSC

8.9.3. L'approche PAFC BC (indicateurs sur le bilan carbone et les HCS)

8.9.4. Les outils de financement

MODULE 9. CONTROLE ET MONITORING

Fiche 9.1. La gestion de la Faune et de la chasse

- 9.1.1. Mécanisme d'identification et de contrôle des activités de chasse
- 9.1.2. L'organisation de la chasse au sein de l'entreprise
- 9.1.3. Le suivi des tableaux, la gestion du territoire

Fiche 9.2. Le Contrôle des activités illégales et non souhaitée

- 9.2.1. Procédure de suivi des limites en fonction des zones
- 9.2.2. La lutte contre le braconnage
- 9.2.3. La lutte contre les coupes illégales
- 9.2.4. L'utilisation de SMART

Fiche 9.3. Le monitoring (y post exploitation) et la valorisation des données

- 9.3.1. Les différentes échelles de contrôle et de suivi (contrôle qualité / suivi global d'indicateurs de performance)
- 9.3.2. Les procédures
- 9.3.3. Les indicateurs de performance et les cibles – la revue de direction
- 9.3.4. La gestion de l'information
- 9.3.5. Les mesures incitatives issues du monitoring : primes, etc.

MODULE 10. TRACABILITE

Fiche 10.1. La traçabilité forêt

- 10.1.1. Les grandes étapes
- 10.1.2. Modèle de procédure

Fiche 10.2. La traçabilité usine

- 10.2.1. Les grands enjeux
- 10.2.2. Les clés pour construire une procédure traçabilité usines

3.4 PRODUCTION DES SUPPORTS TECHNIQUES NORMALISES

Cette prestation fait l'objet d'une demande d'ANO dans le cadre de la mobilisation du Fonds de Développement.

3.4.1 Contenu des supports

L'exécution des activités de chaque métier de la certification repose sur des exigences bien précises reprises dans les référentiels de certification. L'application de ces exigences se décline à travers la mise en œuvre d'un certain nombre de documents tels que les organigrammes, fiches de poste, procédures, instructions de travail et fiches de contrôle. Il est souligné que la proposition ne vise pas à la rédaction des procédures techniques d'exploitation forestière, qui sont du ressort du savoir-faire spécifique à chaque entreprise, mais porte sur la production de supports techniques opérationnels liés au fonctionnement de la certification, c'est-à-dire, sur les grandes lignes et aspects incontournables des procédures opérationnelles techniques, sous-tendu par les principes des standards de certification.

Les documents à retenir sont de plusieurs types :

- ✓ **organigrammes** de la Cellule Certification : les experts proposeront une sélection de plusieurs organigrammes commentés, en fonction des différents contextes d'entreprises pouvant être rencontrés ;

- ✓ **fiches de poste** : il s'agit de produire des fiches de postes détaillant les rôles, tâches et responsabilités des postes clés de chaque service de la Cellule Certification (7 postes environ). Ces modèles seront suffisamment détaillés pour permettre aux Responsables Certification de procéder au recrutement du personnel concerné ou de renforcer les compétences du personnel éventuellement en place ;
- ✓ **procédures** indispensables à la certification (35 à 40 environ) : pour chaque métier de la certification, des modèles de procédures de travail prioritaires seront produits. Ces modèles seront annotés, pour permettre aux Responsables Certification d'établir leurs propres procédures, et pour en garantir une appropriation aisée par l'entreprise. Il est proposé d'arrêter la liste des procédures à intégrer à la boîte à outils en s'inspirant des procédures obligatoires du PAFC-Gabon². Un exemple de modèle de procédure est reporté en Appendice 2 ;
- ✓ **modèle de cartes et feuille Excel**. Il s'agira de produire des exemples sur lesquels l'entreprise pourra s'appuyer pour développer ses propres cartes ou feuilles Excel nécessaires à la mise en œuvre et aux suivi des actions liées à la certification ;
- ✓ **modèle de rapport** considéré comme obligatoire (4 modèles) dans le cadre d'un processus de certification, présentant notamment les plans types, les contenus attendus et les critères de qualité, les points de contrôle à vérifier pour les opérateurs forestiers, etc.
- ✓ **fiches de contrôle et monitoring** (25 à 30 fiches) : il s'agit de proposer, pour chaque service de la Cellule Certification, des fiches de contrôle standardisées à mettre en place, afin vérifier la mise en œuvre effective des procédures par les postes directement et indirectement liés au fonctionnement du service. Au travers des données collectées au moyen des fiches de contrôle, une série d'indicateurs de suivi sera proposée afin de jeter les bases du monitoring ;
- ✓ **note explicatives et conceptuelle** (15 à 20 notes). Les experts proposeront des éléments de définitions et d'analyses commentées, permettant de mieux faire comprendre les concepts de certifications, les enjeux et les implications pour les entreprises certifiées dans leur fonctionnement et leur organisation. Ces notes explicative permettront aussi d'illustrer de manière technique et opérationnelle la mise en œuvre des procédures, sur base desquels les entreprises pourront faire le choix techniques et financiers, construire leurs outils et produire leurs propres instructions de travail.
- ✓ **illustrations, photos et dessins techniques** (environ une centaine). Ils auront pour objectifs d'apporter des représentations visuelles sur certains sujets afin de faciliter leur compréhension. Un exemple d'illustration portant sur l'exploitation EFIR est reporté en Appendice 3.

3.4.2 Répartition des supports par fiche

Le tableau ci-après résume à titre indicatif la répartition des supports techniques qui sont prévus par fiche. Il est attendu que cette répartition pourra être revue en fonction des ajustements nécessaires en cours de rédaction.

- (1) Supports considérés comme indispensable à la bonne appropriation de la boîte à outils
- (2) Supports considérés comme utiles mais non indispensable à la bonne appropriation de la boîte à outils

FICHE	Organigramme Fiches de poste (1)	Modèles Procédures (1)	Modèles de cartes (2)	Modèle Feuille Excel (1)	Rapport (2)	Fiche de contrôle (1)	Note explicative (1)	Illustrations (1)	Dessins (1)
SYSTEME DE CERTIFICATION									

² Le Standard de Gestion Durable des forêts naturelles du PAFC-Gabon représente un référentiel commun à la sous-région du bassin du Congo, dont la liste des procédures obligatoires est mise à disposition. Il s'agit d'un référentiel dont les exigences permettent de consolider les acquis d'une entreprise déjà certifiée tout en restant abordables par une entreprise n'ayant pas encore engagé son processus de mise à niveau pour la certification.

FICHE	Organigramme Fiches de poste (1)	Modèles Procédures (1)	Modèles de cartes (2)	Modèle Feuille Excel (1)	Rapport (2)	Fiche de contrôle (1)	Note explicative (1)	Illustrations (1)	Dessins (1)
Manuel de procédure : élément de méthode							1 note		
Manuel de procédure : élément pratiques		1 proc						2 Illustrat.	
La cellule certification au sein d'une entreprise certifiée	1 organig. + 7 fiches poste						1 note		
La gestion documentaire		1 proc		1 mod.				2 Illustrat.	
La veille règlementaire		1 proc		1 mod.				2 Illustrat.	
La formation		1 proc						2 Illustrat.	
Les outils SIG et GPS		1 proc	4 cartes					2 Illustrat.	
L'entreprise certifiée et son environnement extérieur							1 note		
Le déroulement de l'audit							1 note	2 Illustrat.	
La certification au sein de l'entreprise							1 note	2 Illustrat.	
La certification, concepts et définitions							1 note		
Les activités pouvant prêter à controverse							1 note		

SOCIAL EXTERNE									
Les relations avec les communautés riveraines et peuples autochtones		1 proc			Rapport social externe			2 Illustrat.	
La prévention des impacts de l'exploitation forestière et résolution des conflits		1 proc						2 Illustrat.	
Elaboration des cartes participatives		1 proc						2 Illustrat.	
Plan de gestion social				1 mod.			1 note	2 Illustrat.	
Communication et concertation avec les populations autochtones (permettant d'obtenir un Consentement Libre Informé Préalable (CLIP))		1 proc					1 note	2 Illustrat.	

CONDITION DE VIE DES TRAVAILLEURS et DES AYANTS DROITS									
Les bases vies : Planification/conception							1 note	2 Illustrat.	3 dess.
Les bases vies : Exécution								2 Illustrat.	3 dess.
Les bases vies : fonctionnement								2 Illustrat.	3 dess.
L'accès à l'eau potable et domestique							1 note	2 Illustrat.	3 dess.
La gestion de l'économat		1 proc		1 mod.				2 Illustrat.	3 dess.
La gestion des déchets ménagers		1 proc						2 Illustrat.	3 dess.
L'accès au soin des travailleurs et des ayants droits		1 proc		1 mod.				2 Illustrat.	3 dess.

FICHE	Organigramme Fiches de poste (1)	Modèles Procédures (1)	Modèles de cartes (2)	Modèle Feuille Excel (1)	Rapport (2)	Fiche de contrôle (1)	Note explicative (1)	Illustrations (1)	Dessins (1)
DROITS DES TRAVAILLEURS									
Le dialogue social (DD, CHSST, cahier de doléances, paie, etc...)		1 proc			Rapport bilan social annuel			2 Illustrat.	
La gestion du personnel et des dossiers		1 proc		1 mod.				2 Illustrat.	
La sous traitance		1 proc						2 Illustrat.	
SANTE SECURITE AU TRAVAIL									
Les contrôles HSE en entreprises		1 proc			Rapport activité HSE	2 fiches		2 Illustrat.	
La gestion des EPI		1 proc		1 mod.				2 Illustrat.	
Gestion et suivi des AT		1 proc		1 mod.				2 Illustrat.	
La sécurité en forêt		1 proc				2 fiches			3 dess.
La sécurité sur la base technique et site industriel						2 fiches			3 dess.
La sécurité sur les voies d'accès et parcs de rupture		1 proc							3 dess.
AMENAGEMENT/EXPLOITATION FORESTIERE									
L'aménagement dans la certification						1 note	2 Illustrat.		
Les composantes E&S du plan d'aménagement									
La gestion des cas particuliers									
EXPLOITATION FORET									
L'organisation d'un chantier forestier							1 note	2 Illustrat.	3 dess.
Le triage		1 proc				2 fiches			3 dess.
L'abattage sécurisé		1 proc				2 fiches			3 dess.
Le débardage		1 proc				2 fiches			3 dess.
La Construction pont et digue		1 proc				2 fiches			3 dess.
La Construction des routes et des pistes		1 proc				2 fiches			3 dess.
La Gestion de la carrière de latérite		1 proc				2 fiches			3 dess.
ENVIRONNEMENT ET BIODIVERSITE									
L'étude d'impact environnementale et le PGE		1 proc			Rapport bilan environnemental annuel		1 note		
La biodiversité et FHVC							1 note	2 Illustrat.	
Gestion des produits dangereux et Traitement chimique		1 proc							
Ateliers mécaniques : gestion des hydrocarbures		1 proc						2 Illustrat.	3 dess.

FICHE	Organigramme Fiches de poste (1)	Modèles Procédures (1)	Modèles de cartes (2)	Modèle Feuille Excel (1)	Rapport (2)	Fiche de contrôle (1)	Note explicative (1)	Illustrations (1)	Dessins (1)
Ateliers mécaniques : autres activités sensibles		1 proc						2 Illustrat.	3 dess.
La gestion générale des autres déchets		1 proc						2 Illustrat.	3 dess.
Les pollutions accidentelles : forêt, base tech., industrie		1 proc							
Certification et concept innovant							1 note		

CONTROLE ET MONITORING									
Gestion de la Faune et de la chasse		1 proc				2 fiches		2 Illustrat.	3 dess.
Contrôle des activités illégales et non souhaitée		1 proc				2 fiches		2 Illustrat.	3 dess.
Le monitoring		1 proc		1 mod.		2 fiches	1 note	2 Illustrat.	3 dess.

TRACABILITE									
La traçabilité forêt		1 proc		1 mod.		2 fiches	1 note	2 Illustrat.	
La traçabilité usine		1 proc				2 fiches	1 note	2 Illustrat.	

3.5 MISE EN LIGNE DE LA BOITE A OUTIL

L'objectif est de permettre une consultation en ligne de la boîte à outil PPECF à partir du développement d'une interface de navigation (moteur de recherche de nouvelle génération) et d'une interface d'administration comprenant les éléments suivants :

- Mise en place d'un template graphique ;
- Développement avec le CMS Wordpress, interface de gestion ;
- Introduction d'un moteur de recherche dans la présentation des fiches ;
- Recherche full-text dans le contenu des documents ;
- Développement d'une page d'accueil ;
- Présentation de l'arborescence et des thématiques ;
- Présentation des fiches ;
- Lecture des documents avec liseuse (compatible PDF uniquement).

L'interface d'administration permettra plus spécifiquement, la gestion des fichiers et le remplacement des fichiers via l'interface.

Le site destiné à héberger la boîte à outil reste à définir. Il devra être facile d'accès, de mise à jour aisée, connu des entreprises du bassin du Congo. Le site de la COMIFAC constituerait une première piste à explorer.

Ce choix n'est pas une urgence aujourd'hui, puisque le PPECF III permettra à la CgP, de gérer et d'assurer la maintenance de la boîte à outils jusqu'au moins 2024, où, elle sera mise en ligne sur son site web.

3.6 REUNIONS ET LIVRABLES

3.6.1 Réunions de présentation

La prestation prévoit la tenue d'**ateliers de présentation de la boîte à outil**, ses objectifs, son contenu et son utilisation. Ces ateliers se tiendront au Gabon et au Congo. Les experts y présenteront le contenu de la boîte à outil aux dirigeants et responsables des entreprises souhaitant s'engager et/ou déjà engagées dans la certification, ainsi qu'aux agents de l'administration, en mettant en avant l'aspect innovant de la démarche. Sur base de travaux pratiques, ils présenteront le mode d'utilisation de la boîte à outil ainsi que ses possibilités de consultation en ligne.

A l'issue de ces ateliers, la boîte à outil pourra être remise aux responsables sur support USB.

3.6.2 Réunions internes à l'équipe

L'équipe prévoit un travail en étroite collaboration sur la base de (i) réunions régulières internes par vidéo conférences, (iii) l'organisation de 4 réunions physiques au cours de la prestation pour les experts basés en France et en Belgique.

3.6.3 Livrables

Six livrables seront produits :

- L1 - Rapport de lancement.

Ce rapport précisera notamment :

- ✓ un modèle stabilisé de fiche + une liste affinée des fiches composant les modules ;
- ✓ un modèle stabilisé de tous les supports techniques normalisés ;
- ✓ les aspects méthodologiques et le calendrier ;
- ✓ la liste des partenaires identifiés ;
- ✓ la composition du comité technique en charge de la relecture du document final ;
- ✓ les TDR relatifs à l'élaboration de documents supports normalisés (prestation externalisée).

- L2 - Rapport intermédiaire N°1

Ce rapport portera notamment sur les données exploitables qui auront été collectées auprès des partenaires et plus particulièrement dans la banque d'information PPECF. IL comportera également quelques fiches dans une forme plus avancée et pour lesquelles les consultants disposent des éléments d'information.

- L3 - Rapport intermédiaire N°2

Ce livrable présentera (i) une première rédaction de toutes les fiches mises en page et organisées selon les modules définis en phase de lancement, (ii) une première rédaction encore incomplète à ce stade des supports techniques normalisés. A ce stade la boîte à outil sera encore incomplète mais seront déjà présentés : (i) la structure générale de la boîte à outil, l'essentiel des contenus des différents documents.

- L4 – Draft du rapport final

Le rapport intermédiaire N°2 sera complété à partir notamment des éléments illustratifs (photo, dessins, cartes, etc.) et des éléments rédactionnels manquant en L3 : témoignages de personnes ressources, liens vidéo, références, etc.

L'équipe de rédaction et le comité de relecture mèneront également une réflexion à ce stade, afin que la boîte à outil puisse faire l'objet d'une présentation sous forme de MOOC. L4 comprendra notamment les TDR de cette formation en ligne.

- L5 - Rapport final

La boîte à outil PPECF pour la certification forestière sera finalisée au regard des commentaires du comité technique (de relecture) ainsi que des autres partenaires du projet.

La version finale de la boîte à outil pourra être traduite en anglais et en mandarin (voir proposition optionnelle).

La version française des fiches composant les modules sera retravaillée notamment en termes de présentation afin de permettre une consultation en ligne. La consultation des modules dans la version française sera rendue possible à partir d'un lien url qui serait disponible/accessible pour toutes personnes intéressées par la certification.

- L6 - CR de présentation.

A l'issue de la présentation de la boîte à outil au Gabon et au Congo, un compte rendu sera rédigé afin de synthétiser les commentaires émis par les parties présentes et le cas échéant émettre des propositions en termes de diffusion, support d'utilisation, formation, nécessaire à la valorisation de la boîte à outils.

4 CALENDRIER ET PLAN D'INTERVENTION POUR L'ELABORATION DE LA BOITE A OUTIL

	Experts	M	M+1	M+2	M+3	M+4	M+5	M+6	M+7	M+8	M+9
Organisation générale de la boîte à outil et de l'étude											
Précision des contenus	JPG, NP										
Formalisation du produit final : forme, supports, etc.	JPG, AC										
Design et packaging	AC										
Nomination/ Mise en place du comité technique	JPG, NP										
<i>R 1 : Réunion équipe de rédaction</i>	JPG, NP, SR	R1									
<i>L1 - Rédaction draft rapport de lancement</i>	JPG, NP	L1									
Relecture doc projet et L1 par le comité technique (CT)	CT										
<i>L1 - Finalisation rapport de lancement</i>	JPG, NP	L1									
Extraction des données issues de la banque d'information PPECF											
Identification des données pertinentes	JPG, NP, SR										
Collection, extraction	ED										
Analyse, tri et synthèse	JPG, NP, SR										
<i>L2 - Rédaction rapport intermédiaire N°1</i>	JPG, NP, AC			L2							
Création des modules et des fiches											
Module système de certification : 12 fiches	NP										
Module social externe : 5 fiches	NP										
Module conditions de vie des travailleurs : 7 fiches	JPG										
Module droit des travailleurs : 3 fiches	JPG										
Module santé sécurité au travail : 6 fiches	JPG										
Module aménagement exploitation : 3 fiches	NP										
Module exploitation forêt : 7 fiches	SR										
Module environnement/biodiversité : 9 fiches	SR/AC										
Module contrôle monitoring : 3 fiches	SR/JAC										
Module traçabilité : 2 fiches	NP										
Réserve rédaction 5 fiches additionnelles à définir en cours de processus	JPG/NP/SR										

Projet de construction d'une « Boîte à outils certification PPECF »

	Experts	M	M+1	M+2	M+3	M+4	M+5	M+6	M+7	M+8	M+9
<i>R2 : Réunion équipe de rédaction</i>	JPG, NP, SR			R2		R2 bis					
<i>L3 - Rédaction rapport intermédiaire N°2</i>	JPG, NP, SR, AC							L3			
Illustrations des modules et des fiches											
Collectes de données illustratives auprès des partenaires /experts	AC										
Compléments/finalisation des fiches	JPG, NP, SR, AC										
Rédaction des TDR pour une formation MOOC sur 4 à 5 modules (prestation externalisée)	JPG, AC										
Mise en forme des modules pour consultation (En français) en ligne	AC										
<i>R3 - Réunion équipe de rédaction</i>	JPG, NP, SR						R3				
<i>L4 - Draft du rapport final</i>	JPG, NP, SR, AC								L4		
Validation des modules et des fiches et traduction											
Relecture L4 par le comité technique (CT)	CT										
Relecture L4 par la KFW	KFW										
<i>L5 - Finalisation du rapport</i>	JPG, NP, SR, AC									L5	
Présentation											
Présentation boîte à outil au Gabon et au Congo	JPG, NP										
<i>L6 - Rédaction CR de présentation</i>	JPG, NP										L6

Experts mobilisés :

JPG : Jean Paul GRANDJEAN

NP : Nicolas PERTHUISOT

SR : Stéphane RIVAIN

ED : Eric DASSIE

AC : Aurore CHABERT

5 APPENDICES

5.1 APPENDICE 1 : PERSONNEL ET RESSOURCES AFFECTEES A L'ACTION

5.1.1 PRESENTATION DES EXPERTS MOBILISES SUR CONTRAT DU CONSORTIUM ECOCONSULT/OREADE BRECHE [CONCEPTION DE LA BOITE A OUTILS (FICHES NORMALISEES): ORGANISATION, COORDINATION ET CONCEPTION DES MODULES ET DES FICHES]

Jean-Paul GRANDJEAN

Ingénieur Forêt-bois



Jean-Paul GRANDJEAN est Directeur Général associé de la société Oréade-Brèche SAS. Il est ingénieur forêt bois, dispose d'un agrément en qualité d'expert forestier et est auditeur en système de gestion durable des forêts (FSC, OLB, etc.). Il dispose de 30 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la filière forêt bois, notamment en milieu tropical. Depuis 2007, il intervient régulièrement dans le cadre de missions d'expertises ou d'assistances techniques auprès d'opérateurs forestiers

privés du Bassin du Congo pour apporter son conseil dans le domaine de la certification forestière et de la traçabilité des bois. Durant ces dernières années, il a assuré ou /assure actuellement les fonctions de directeur des études dans le cadre de : la mission d'audit indépendant du système FLEGT au Cameroun, la mise en œuvre du Projet Appui à la Filière Forêt - Bois (PAFFB) au Gabon, la mise en œuvre du Programme de Promotion de l'exploitation certifiée des forêts, Phase II (PPECF II) pour la COMIFAC, la réalisation des études de faisabilité pour la préparation au Programme d'Appui à l'initiative « Gabon Vert » pour la Transformation de la Filière Forêt-Bois au Gabon et études connexes (PAGTFOB).

Depuis plus de 15 ans, il réalise en qualité de responsable d'audit, des audits/diagnostics de certification de gestion durable et de légalité dans le bassin du Congo, en Europe et en Asie. Depuis plus de 15 ans, il réalise en qualité de responsable d'audit, des audits/diagnostics de certification de gestion durable et de légalité dans le bassin du Congo, en Europe et en Asie.

Nicolas PERTHUISOT

Ingénieur Forestier

Expert Forestier Agréé, membre de la compagnie des expert forestier (EFF) et du Conseil National de l'Expertise Foncière, Agricole et Forestière.

Il dispose de 20 ans d'expérience et s'est spécialisé dans la gestion forestière tempérée et tropicale.

Entre 1995 et 1998, comme ingénieur d'étude au centre ENGREF de Kourou, il engage la structuration de l'interprofession et développe des outils d'inventaire ainsi que le premier SIG des forêts guyanaises.

Installé depuis 1999 en tant que profession libérale, il réalise de nombreuses missions dans le bassin du Congo et dans le bassin Amazonien et développe des compétences multiples et complémentaires en matière d'aménagement d'exploitation forestière à faible impact, de stratégies de contrôle et de suivi de l'exploitation et de la mise en œuvre des plans d'aménagement. En association avec le bureau

d'étude OREADE-BRECHE et mène des études de faisabilité ou des évaluations de projets FFEM ou AFD.

En parallèle, Nicolas PERTHUISOT s'est fortement engagé dans la certification forestière depuis 2000. Il est responsable d'audit (FSC, PAFC, OLB) en Afrique, en Amérique du sud, en Asie et en Europe pour le compte de différents organismes de certification. Il est également expert auprès du groupe de travail FSC France depuis 2011 (participation à l'élaboration et la validation du nouveau standard FSC France et FSC Guyane) et membre du groupe d'experts internationaux de PEFC Council depuis 2019.

Depuis 2017, il est également expert technique auprès du PPECF (Programme de promotion de l'exploitation certifiée des forêts de la KFW) responsable du suivi/évaluation technique des projets et responsable de l'accompagnement technique et financier des entreprises désireuses de s'engager dans un processus de certification de légalité ou de gestion durable.

Nicolas PERTHUISOT mène enfin une activité d'expert forestier en France orientée sur la gestion de propriété forestière privée, la maîtrise d'œuvre des travaux (plantation, entretien, coupes d'amélioration), l'estimation en valeur technique et en valeur vénale de patrimoine forestier (en cas de ventes, de succession, de remembrement forestier) et l'expertise judiciaire ou pour le compte d'assurance tempête/incendie.

Sur les aspects biodiversité/HVC et exploitation forêt, ils seront appuyés par :

Stéphane RIVAIN

Ingénieur en aménagement des ressources forestières et naturelles



Stéphane RIVAIN, est ingénieur forestier et en gestion des ressources naturelles. Directeur Général d'Oréade-Brèche, il est consultant senior avec plus de 30 ans d'expérience dans les domaines de la **gestion forestière durable, de la certification, de la gestion des espaces naturels, de la restauration écologique des milieux dégradés et dans l'appui aux aires protégées**. Il a réalisé **24 missions** d'assistance technique, d'études de faisabilité et d'évaluation de projets pour le **FFEM et l'AFD**. Il est fortement impliqué depuis plus de 10 ans dans le développement des activités de la société en Chine et est **directeur de projet pour 5 des 6 projets d'assistance technique de l'AFD en appui aux aires protégées chinoises** sur les thèmes de la biodiversité, de la restauration écologique des milieux naturels et du développement des activités d'éco-tourisme et d'agriculture biologique. Il a également régulièrement travaillé dans le cadre des **Parcs Nationaux du Maroc** et en particulier a récemment élaboré la stratégie nationale des Parcs Nationaux, de la Biodiversité et de l'Eco-tourisme. Enfin, il travaille régulièrement dans les **5 pays du Bassin du Congo** dans le cadre **de projets forestiers ou sur la biodiversité**. Il est un **spécialiste de la certification** de la gestion durable des forêts (FSC, PAFC, PEFC), auditeur principal avec plus **19 ans d'expérience en certification et plus de 3 millions d'hectares de forêts certifiées** dans le monde. Il conseil les sociétés forestières dans la mise en œuvre des processus de certification.

Sur les aspects environnement, normes internationales applicables et pour la mise en cohérence des documents, il seront appuyé par

Aurore CHABERT



Aurore Chabert, diplômée d'un Master en Science de l'Environnement, est actuellement chargée de projet environnement et gestionnaire de projet au sein d'Oréade-Brèche. Elle est notamment en charge de la gestion et du suivi des aspects opérationnels, administratifs et financiers des projets PPECF 2, PAFFB (Gabon) et PDRSO (Centrafrique). Parallèlement, elle a travaillé sur l'étude d'impact environnemental et social du projet de barrage hydroélectrique de Sarakawa au Togo où elle a réalisé les analyses relatives à la qualité de l'eau conformément aux standards internationaux. En 2016, elle est venue en appui au consultant principal sur une mission pour l'Organisation Internationale du Travail (ILO) en Birmanie afin de faire une étude de la chaîne de valeur du piment. Elle a également travaillé sur l'analyse de potentielles chaînes de valeurs à développer au Moyen Orient. Plus récemment, au sein d'un bureau de consulting allemand, Aurore a été amenée à créer de nombreux outils (en certification, facilitation de coordination/gestion de projets, procédures) et maîtrise ainsi parfaitement les différents outils de communication. L'analyse de réglementations variées (sur les produits chimiques, la qualité de l'eau, les secondary standards) lui a permis de développer une méthodologie pour assurer la conformité de données analysées, par rapport à ces standards et réglementations. Elle a ainsi développé de réelles capacités de synthèse. Elle a également de bonnes compétences en matière de gestion et coordination d'équipes grâce aux différents projets suivis.

5.1.2 PRESENTATION DES BUREAUX IDENTIFIES [POUR LA CONCEPTION DES SUPPORTS TECHNIQUES NORMALISES

5.1.2.1 TERE A

TEREA – Terre Environnement Aménagement est un bureau d'études de droit privé, spécialisé dans la gestion des ressources naturelles en milieu tropical. Ses activités principales sont l'exercice de missions d'expertise et d'assistance technique ou administrative relative à la protection, l'aménagement et à la mise en valeur de l'environnement, des ressources et des espaces naturels, en particulier forestiers.

TEREA intervient depuis plus de 15 ans en Afrique Centrale (Gabon, Congo, RDC, RCA, Cameroun). En plus de son siège social en France, la société dispose d'une localisation stratégique dans le Bassin du Congo grâce à plusieurs antennes au Cameroun et au Gabon.

Sans que la liste ne soit limitative, les principaux domaines d'expertise de TERE A sont : la gestion et l'aménagement durables des territoires, en particulier forestiers ; l'appui institutionnel et la gestion de projets ; les sciences sociales, appliquées à la gestion des ressources naturelles ; la conservation et la biodiversité ; l'application des Réglementations Forestières, Gouvernance et Echanges Commerciaux (Processus FLEGT et RBUE) ; l'accompagnement des industries de la filière bois ; etc.

Afin de répondre aux exigences de gestion durable des forêts et de respect des populations locales formulées par les consommateurs et les pouvoirs publics, TERE A accompagne les entreprises forestières et de transformation dans leur démarche de certification forestière et de certification de la chaîne de contrôle (ou traçabilité), selon des référentiels garantissant l'origine légale des bois et reconnus sur les marchés internationaux.

Dans sa démarche de conseil, TERE A évalue les écarts aux référentiels de certification visés par les entreprises, et propose des solutions techniques adaptées afin d'amener les entreprises forestières ou industries de transformation du bois à respecter les exigences formulées dans les standards de certification. TERE A accompagne les sociétés jusqu'aux audits de certification, et les appuie dans leurs relations avec les organismes chargés de la réalisation des audits.

5.1.2.2 BFConsult

BFConsult est un bureau d'études spécialisé dans la gestion et l'expertise, forestière et environnementale. Basé en Belgique, le bureau d'études intervient Afrique Centrale (Gabon, Congo, RDC, Cameroun et RCA) et en Europe (Belgique et France). BFConsult est présent sur le terrain et mène ses activités avec une équipe permanente, en collaboration avec un large réseau d'experts reconnus (Docteurs, Ingénieurs, Techniciens et Formateurs) de manière à garantir le sérieux des approches.

BFConsult appuie les acteurs privés et institutionnels dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques et stratégies environnementales et sociales. BFConsult accompagne sous forme de coaching, plusieurs entreprises privées parmi lesquelles des entreprises européennes et chinoises engagées fermement dans le processus de certification et de gestion responsable de leurs ressources. Ainsi BFConsult dispose d'une solide expérience pratique dans divers domaines de la certification, notamment :

- L'Aménagement Durable :
 - Elaboration, Evaluation et Révision des documents de gestion tels que les Plans d'aménagement, les Plans de Gestion et les Plans Annuels d'Opérations

- Appui à la mise en œuvre de Plans d'aménagement et renforcement des capacités des personnes ressources au sein des entreprises
- Encadrement d'inventaires forestiers
- L'Exploitation Forestière à Impact Réduit :
 - Appui à la mise en œuvre de techniques EFIR : construction de routes et d'ouvrages d'art, abattage contrôlé, débusquage-débardage, organisation de chantier forestier
 - Amélioration des procédures, développement d'outils de formation et de monitoring
 - Mise en place de système d'évaluation des opérations d'exploitation forestière
- La Gestion Environnementale et Sociale
 - Accompagnement technique dans la mise en œuvre de prescriptions environnementales spécifiques au secteur forestier
 - Appui à l'exécution des pratiques en matière de gestion de la faune et de surveillance des activités illégales dans les concessions forestières
 - Renforcement des capacités techniques des responsables d'entreprises forestières en matière de gestion du personnel, de sécurité au travail et de condition de vie sur chantiers forestiers
 - Réalisation et encadrement technique d'études spécifiques : Forêts à Hautes Valeurs pour la Conservation, Etudes socio-économiques, Etudes d'Impact Environnemental, etc.

5.1.2.3 ETICWOOD

Eticwood SL est un bureau d'étude spécialisé dans le domaine de la durabilité en foresterie et agroforesterie tropicales. Il collabore avec les administrations publiques, les entreprises des secteurs forestiers et du cacao sur les thématiques suivantes :

- Conception et coordination de projets liés à la gestion forestière et à la transformation du bois ;
- Conception et exploitation de systèmes de traçabilité et de vérification de la légalité du bois dans le cadre du RBUE et des systèmes de certification de légalité et de gestion responsable ;
- Etudes de marché pour le développement de nouveaux produits ligneux. Identification de nouvelles sources d'approvisionnement en bois traçables et légaux ;
- Appui aux entreprises forestières pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'aménagement et de programmes de certification ;
- Conception et mise en œuvre de projets agroforestiers en partenariat avec des entreprises forestières et chocolatières.

L'approche d'Eticwood se veut pragmatique et engagée. En effet, au-delà de la conception et de la réalisation d'études, l'entreprise participe activement dans la mise en œuvre des solutions proposées à ses clients. En association avec Durwood, Eticwood opère ainsi une plateforme logistique pour l'importation de bois tropicaux FSC pour le secteur public. Par ailleurs, en partenariat avec la Brasserie des Carrières en Belgique, l'entreprise s'investit dans le lancement d'une chocolaterie dédiée à la transformation de fèves de cacao issues de la périphérie de concessions forestières certifiées FSC.

51..2.4 OBBOIS

OBBOIS propose des services spécialisés dans la gestion responsable des forêts, la certification et l'évaluation de performances. Basés à Marseille, en France, nous réalisons des missions d'assistance technique dans la plupart des pays forestiers et industriels, auprès du secteur privé et des institutions.

OBBOIS propose des experts dont les qualifications contribuent à la crédibilité des solutions que nous développons et à la performance des appuis que nous réalisons. Des experts qualifiés par des

organismes de certification sont effectivement mis à disposition pour la réalisation de nos missions. Ils ont une large expérience de la préparation et de la réalisation des audits de gestion forestière dans le Bassin du Congo, notamment sur les référentiels FSC, PAFC, OLB et TLTV. Nous réalisons régulièrement des évaluations de performance relatives aux normes de certification privées et à la conformité légale :

- Réalisation d'audits de certification de gestion forestière et de chaîne de contrôle (audits sur site) : analyse des procédures, bilan des approvisionnements et systèmes de traçabilité mis en place, vérifications des déclarations, etc.
- Le maintien d'un système de certification fiable et robuste : mises à jour du système (procédures et enregistrements), audits internes, gestion des fournisseurs et sous-traitants, préparation des audits de certification, solutions techniques particulières, développement de supports et vecteurs de communication, etc. ;
- Le développement de la certification des fournisseurs pour les importateurs (solutions et guides techniques, cahiers des charges, accompagnement, etc.).

OBBOIS est également impliqué dans la mise en œuvre des accords de partenariat volontaires (APV FLEGT) à travers différents projets d'amélioration de la gouvernance forestière et de contrôle de la légalité des entreprises, en lien avec la certification forestière. OBBOIS est aussi un **organisme de formation** reconnu (par l'administration française) et propose des formations ciblées sur la gestion et l'exploitation durable des forêts, la certification, ainsi que sur la transformation, le commerce et la traçabilité du bois.



5.1.5 Répartition des taches

Le tableau ci-après présente la répartition des prestations entre les différentes structures présélectionnées.

FICHE	Organigramme/ Fiches de poste	Modèles Procédures	Modèles de cartes	Modèle Feuille Excel	Rapport	Fiche contrôle	Note explicative	Illustration	Dessins
SYSTEME DE CERTIFICATION									
Manuel de procédure : élément de méthode							TEREA-BFC		
Manuel de procédure : élément pratiques		TEREA-BFC						TEREA-BFC	
La cellule certification au sein d'une entreprise certifiée	TEREA-BFC						TEREA-BFC		
La gestion documentaire		TEREA-BFC		TEREA-BFC				TEREA-BFC	
La veille réglementaire		TEREA-BFC		TEREA-BFC				TEREA-BFC	
La formation		TEREA-BFC						TEREA-BFC	
Les outils SIG et GPS		TEREA-BFC	TEREA-BFC					TEREA-BFC	
L'entreprise certifiée et son environnement extérieur							PPECF	PPECF	
Le déroulement de l'audit							OBBOIS	OBBOIS	
La certification au sein de l'entreprise							PPECF	PPECF	
La certification, concepts et définitions							PPECF	PPECF	
Les activités pouvant prêter à controverse							PPECF	PPECF	

SOCIAL EXTERNE									
Les relations avec les communautés riveraines et peuples autochtones		ETICWOOD			ETICWOOD			ETICWOOD	
La prévention des impacts de l'exploitation forestière et résolution des conflits		ETICWOOD						ETICWOOD	
Elaboration des cartes participatives		ETICWOOD						ETICWOOD	
Plan de gestion social				ETICWOOD			ETICWOOD		
Communication et concertation avec les populations autochtones		ETICWOOD					ETICWOOD	ETICWOOD	

CONDITION DE VIE DES TRAVAILLEURS et DES AYANTS DROITS									
Les bases vies : Planification/conception							TEREA-BFC	TEREA-BFC	TEREA-BFC
Les bases vies : Exécution								TEREA-BFC	TEREA-BFC
Les bases vies : fonctionnement						TEREA-BFC		TEREA-BFC	TEREA-BFC
L'accès à l'eau potable et domestique							TEREA-BFC	TEREA-BFC	TEREA-BFC
La gestion de l'économat		TEREA-BFC		TEREA-BFC		TEREA-BFC		TEREA-BFC	TEREA-BFC
La gestion des déchets ménagers		TEREA-BFC						TEREA-BFC	TEREA-BFC
L'accès au soin des travailleurs et des ayants droits		TEREA-BFC		TEREA-BFC		TEREA-BFC		TEREA-BFC	TEREA-BFC

DROITS DES TRAVAILLEURS									
Le dialogue social		OBBOIS			OBBOIS			OBBOIS	
La gestion du personnel et des dossiers		OBBOIS		OBBOIS	OBBOIS			OBBOIS	
La sous traitance		OBBOIS						OBBOIS	

SANTE SECURITE AU TRAVAIL									
Les contrôles HSE en entreprises		TEREA-BFC						TEREA-BFC	
La gestion des EPI		TEREA-BFC		TEREA-BFC	TEREA-BFC			TEREA-BFC	
Gestion et suivi des AT		TEREA-BFC		TEREA-BFC				TEREA-BFC	
La sécurité en forêt		TEREA-BFC				TEREA-BFC			TEREA-BFC
La sécurité sur la base technique et site industriel						TEREA-BFC			TEREA-BFC
La sécurité sur les voies d'accès et parcs de rupture		TEREA-BFC				TEREA-BFC			TEREA-BFC
									TEREA-BFC

AMENAGEMENT/EXPLOITATION FORESTIERE									
L'aménagement dans la certification									
Les composantes E&S du plan d'aménagement							ETICWOOD	ETICWOOD	
La gestion des cas particuliers									

EXPLOITATION FORET									
L'organisation d'un chantier forestier							TEREA-BFC	TEREA-BFC	TEREA-BFC
Le triage		TEREA-BFC	TEREA-BFC			TEREA-BFC			TEREA-BFC
L'abattage sécurisé			TEREA-BFC			TEREA-BFC			TEREA-BFC
Le débardage			TEREA-BFC			TEREA-BFC			TEREA-BFC
La Construction pont et digue			TEREA-BFC			TEREA-BFC			TEREA-BFC
La Construction des routes et des pistes			TEREA-BFC			TEREA-BFC			TEREA-BFC
La Gestion de la carrière de latérite			TEREA-BFC			TEREA-BFC			TEREA-BFC

ENVIRONNEMENT ET BIODIVERSITE									
L'étude d'impact environnementale et le PGE					Rapport bilan		TEREA-BFC	PPECF	

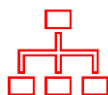
					environnem ental annuel				
La biodiversité et FHVC							ETICWO OD	ETICWO OD	
Gestion des produits dangereux et Traitement chimique		TEREA- BFC	TERE A- BFC						
Ateliers mécaniques : gestion des hydrocarbures		TEREA- BFC						TEREA- BFC	TERE A- BFC
Ateliers mécaniques : autres activités sensibles		TEREA- BFC						TEREA- BFC	TERE A- BFC
La gestion générale des autres déchets		TEREA- BFC						TEREA- BFC	TERE A- BFC
Les pollutions accidentelles : forêt, base tech., industrie		TEREA- BFC							
Certification et concept innovant							PPECF	PPECF	

CONTROLE ET MONITORING									
Gestion de la Faune et de la chasse		TEREA- BFC			TEREA-BFC	TEREA- BFC		TEREA- BFC	TERE A- BFC
Contrôle des activités illégales et non souhaitée		TEREA- BFC			TEREA-BFC	TEREA- BFC		TEREA- BFC	TERE A- BFC
Le monitoring		TEREA- BFC		TEREA- BFC	TEREA-BFC	TEREA- BFC	TEREA- BFC	TEREA- BFC	TERE A- BFC

TRACABILITE									
La traçabilité forêt		ETICWO OD		ETICWO OD		ETICWO OD	ETICWO OD	ETICWO OD	
La traçabilité usine		OBBOIS		OBBOIS		OBBOIS	OBBOIS	OBBOIS	

5.2 APPENDICE 2 : DRAFT DE LA FICHE POLLUTION – BIODIVERSITE

Une première rédaction encore incomplète à ce stade de ce que pourrait être la fiche 8.9 est présentée ci-après à titre d'information (avec des illustrations limitées à ce stade).



NIVEAU DE
CERTIFICATION



LE NIVEAU DE PRIORITE
1/2/3

Légalité

2

Gestion durable ...

2

MODULE n° 8 : ENVIRONNEMENT & BIODIVERSITE

FICHE n° 8.9 : POLLUTION EN FORET

COMPREHENSION DU CONTEXTE



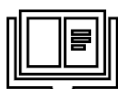
LES OBJECTIFS / ENJEU / FACTEUR DE RISQUE

Les risques de pollutions en forêts lors des activités d'exploitation sont principalement au transport, stockage et manipulation des hydrocarbures (gasoil, essences, huiles...) et à la réalisation de certaines interventions mécaniques sur le chantier en cas de pannes ou de petites révisions techniques.

Il s'agit de pollutions ayant des impacts généralement limités sur les sols et dans une moindre mesure sur la qualité de l'eau (écoulements ponctuels) mais souvent récurrentes.

Le champ d'application de la fiche concerne donc

- Le transport, le stockage et le service du gasoil – Enjeu fort
- La manipulation de l'essence et l'huile de chaîne des tronçonneurs
- La mécanique en forêt
- La conduite à tenir en cas de pollutions accidentelle et les méthodes de « nettoyage »



RAPPEL DES EXIGENCES DES DIFFERENTS STANDARDS DE CERTIFICATION

L'entreprise respecte toutes les exigences environnementales réglementaires concernant l'eau, l'air, le sol, la biodiversité... (n° 1.4.4 OLB V. 4.0)

Des directives opérationnelles doivent exister et être mise en œuvre pour la protection des sols....(n° 6.5.2 FSC-STD-CB-V01-04 EN)

Des mesures spécifiques doivent être prescrites et appliquées en vue de minimiser les dommages au sol et aux cours d'eau au sein de l'UGF, conformément à la législation et réglementation en vigueur (n° 7.1.5 PAFC-BC-NORM 001-2019)



POINTS DE VIGILANCE LORS DES AUDITS

- Des cuves ou des citernes roulantes en forêt qui doivent respecter certaines normes de qualité : Absence de fuite, pompe de distribution sécurisée avec collecteur, bac de rétention d'un volume suffisante pour collecter les hydrocarbures en cas de détérioration brutale et importante de la cuve
- Véhicule mécanique forêt dédié avec des compartiments permettant le transport des hydrocarbures et huiles de vidanges de façon sécurisée + bac à sciure + bâche plastique à étaler sur le sol sous l'engin à réparer
- L'interdiction totale de l'utilisation des huiles de vidanges noires et usagées dans les tronçonneuses. L'huile hydraulique n'est pas recommandée non plus.
- L'interdiction totale du nettoyage des engins en forêt dans les dans ou à proximité des rivières
- Propreté des parcs à grumes après roulage, des vois d'accès, aux abords des ouvrages d'art
- Une procédure de gestion des pollutions en forêt (certificat GD)
- Une procédure pour la petite mécanique en forêt

« POUR ALLER PLUS LOINS »

- Présence systématique de Kit de récupération d'huile normalisé anti-pollution (cf. photo)
- Utilisation généralisée des huiles biodégradable dans les tronçonneuses et dans les engins
- Véhicule mécanique forêt dédié avec pick up équipé, muni d'une tôle métallique et hermétique permettant de collecter les pollutions lors du transport
- Cuve mobile à double paroi sécurisée



PROPOSITION D'OUTILS

- ✓ Procédure « gestion des pollutions en forêt »

Contenu : matériel à mettre œuvre, mesures à prendre au regard de la gestion des hydrocarbures, des autres produits chimiques, des déchets (câble, pneus, etc.)

- ✓ Procédure « mécanique en forêt »

Contenu : Mesures mises en œuvre pour les vidanges des engins, petites réparations.

EXEMPLES DE VERIFICATION



Petite mécanique de tranconneuse directement sur le sol



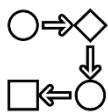
Citerne neuve et de qualité mais sans système de récupération lors du dépotage et sans bac de rétention



Ce fut est déposé en forêt directement sur la terre, sans aucun dispositifs de prévention des pollutions



Texte



DESSINS TECHNIQUES

Texte



TEMOIGNAGES DES PERSONNES RESSOURCES



VIDEOS

➔ [Insérer ici le lien de la vidéo](#)



REFERENCES DOCUMENTAIRES

- Appendice 1 : Procédure XXXX
- Appendice 2 : Procédure YYYYY
- Fiche 1.1
- Fiche 2.1

RESSOURCES EXTERNES

<https://solutions-alternatives.org/base-de-connaissances/huile-moteur-biologique/>

5.3 APPENDICE 3 : EXEMPLE D'UN MODELE DE PROCEDURE

5.4 APPENDICE 4 : EXEMPLE D'ILLUSTRATIONS

